

Le temps est venu **DE FAIRE LA VILLE EN COMMUN**



Ce journal est le produit du travail collectif des membres du Groupe d'action « Villes en commun » avec le concours des élus municipaux et métropolitains de la France Insoumise. Que tous les contributeurs soient chaleureusement remerciés.

Marianne MAXIMI
Alparslan COSKUN
Florent NARANJO
Laurence SCHLIENGER
François ULRICH

Ne laissons pas livrer la ville aux actionnaires.

Un vent mauvais souffle sur notre pays. **L'extrême droite, le parti de la haine, du racisme et des inégalités gagne de trop nombreux suffrages.** Comme en miroir dans un numéro de duettiste le président des riches répond à la colère populaire par le mépris, le dénigrement et la répression. Ce vent mauvais n'épargne pas notre métropole. Le 13 juin 2018, O. Bianchi s'est déclaré candidat à sa succession, se vantant d'avoir « fait du Macron avant Macron ».

Tout à son idée de ville « attractive et rayonnante » destinée à attirer de riches investisseurs, l'actuel président de la Clermont Auvergne Métropole et sa majorité ont continué à miser sur les opérations ronflantes : grand stade, communication autour de « capitale européenne de la culture », opération immobilières « de standing » comme l'Hôtel-Dieu... quitte à la livrer aux actionnaires et aux promoteurs, et à rejeter les plus modestes à la périphérie de l'agglomération. **Le constat est d'autant plus sombre que le pacte de Cahors,** voté par la majorité d'Olivier Bianchi, lui a lié les mains et l'a condamné à étrangler encore son budget au détriment des agents, des associations...

En face, J-P Brenas tente de surfer sur la déception. Mais il suffit d'observer la politique de L. Wauquiez à la région pour mesurer le danger : « Les Républicains » ne proposent que plus d'inégalité fiscale, plus d'austérité, et moins d'égalité entre quartiers, entre communes.

Dans la continuité des combats du docteur Laffont

Pour nous, ce 13 juin a surtout été le jour où nous avons perdu notre camarade Alain Laffont, le président de

notre groupe, celui qui a incarné sans concession la gauche pendant 40 ans, défendu les intérêts du peuple face à la finance et aux bétonneurs, lutté contre les projets inutiles et anti-écologiques comme l'incinérateur... Le Docteur s'en est allé sans avoir rien lâché de ses convictions et ses combats. Il laisse un grand vide, et malgré lui, un nouveau désert médical dans son quartier des Vergnes.

Depuis, Gilets jaunes, marches pour le climat, syndicalistes et associations, citoyennes et citoyens révoltés expriment un ras-le-bol des fausses promesses et des politiques qui ne servent que les puissants sans tenir compte des urgences sociales et climatiques.

Il faut répondre aux attentes des classes populaires

Le défi est à la hauteur des enjeux écologiques, démocratiques, économiques et sociaux. Et des attentes, qui s'expriment dans la rue, au travail, dans les associations, ou simplement par un regard bienveillant sur nos villes ou nos quartiers. Ce sont celles des citoyennes qui ne se résignent pas, et qui devront s'unir pour refaire de notre ville notre lieu de vie commun.

C'est en pensant à eux, à vous, à nous que nous avons lancé Ville(s) en Commun, il y a un an. Tables rondes, ateliers, discussions, meetings... autant d'occasions d'échanger, de croiser les regards, de mener les actions, de favoriser les projets de toutes celles et ceux qui ont compris que la transition est urgente.

Cette démarche coopérative doit s'amplifier. **C'est dès aujourd'hui que l'on construit l'avenir.**



« Les seuls qui vont en profiter seront les promoteurs immobiliers. Comme pour le scandale de l'Hôtel-Dieu, la liquidation de Home Dôme, le multiplex de Croix-Neyrat »

Le temps est venu
**DE FAIRE VALOIR
L'INTÉRÊT GÉNÉRAL**



VENdre LA VILLE OU LA REndre AUX HABITANTS ?

Notre ville vaut mieux que leurs profits

C'est en brandissant les millions qu'Olivier Bianchi a ouvert ses réunions de présentation du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain concernant trois quartiers clermontois : St-Jacques, La Gauthière et les Vergnes. La présentation est soignée, mais les habitant.e.s et les associations présentes ne sont pas dupes.

La conclusion est déjà écrite : **environ 1200 logements sociaux seront détruits**, entre St-Jacques, la Gauthière et les Vergnes. Une grande opération appelée « rénovation urbaine », mais où on ne va pas rénover. La concertation propose surtout aux habitant.e.s de discuter de l'aménagement d'un quartier qu'il n'habiteront plus.

La rénovation urbaine, pas sans nous

« Rénovation » pourrait signifier améliorer le cadre et les conditions de vie des habitantes et des habitants des quartiers populaires, apporter plus de services, de commerces, des emplois et du lien social avec en trame de fond la transition écologique.

Mais ce n'est pas de ça dont il s'agit. La rénovation urbaine, pilotée par l'ANRU, **c'est un genre de prime à la casse** : une enveloppe nationale existe pour financer des projets de destruction de quartiers HLM, à condition qu'on en reconstruise moins. Et sous couvert de mixité sociale, cela sert souvent à reléguer les habitantes et les habitants des quartiers populaires encore plus loin des centre-villes.

En début de mandat, un adjoint au Maire avait pourtant annoncé : « arrêtons avec la démolition, ça ne fonctionne pas ». La métropolisation est

passée par là : ceux qui habitent la périphérie de Clermont risquent d'être réinstallés dans le même genre de quartier, mais en périphérie de la Métropole. Certains bâtiments seront neufs, mais aussi un peu plus cher. Et ceux qui ne pourront pas se payer un loyer plus élevé seront entassés dans des « vieux » HLM. Pour la mixité sociale, on repassera.



Respectons les habitants des quartiers

Ce bilan, c'est globalement celui qu'on peut tirer du premier ANRU, commencé en 2006 sur Champrat, Croix-Neyrat, La Gauthière, les Vergnes et St-Jacques. **Aucun des problèmes de ces quartiers n'a été résolu** : le taux de chômage y est toujours très élevé, l'accès aux services, aux commerces, à la tranquillité n'ont pas été améliorés, loin de là. Pire, les équipes municipales et leurs moyens ont été réduits, les accueils de loisirs pour les ados fermés, sans même parler des services publics « nationaux » fermés faute de rentabilité, comme la Poste de la Plaine fin 2018. Les centres CAF déménageront au 1er janvier 2020, et on attend toujours que des médecins viennent remplacer notre camarade Alain Lafont aux Vergnes, ou le cabinet médical de la galerie d'Auchan Nord.

AVEC LES CLASSES POPULAIRES IMPOSONS UNE AUTRE POLITIQUE DU LOGEMENT !



Il est loin le temps où le logement social et les loyers bas étaient au cœur de la politique municipale de Clermont. En matière de logement, le mandat d'Olivier Bianchi peut se résumer facilement : alors qu'il y a plus de 10 000 demandes de logement social à satisfaire, alors que les loyers ont explosé dans le privé comme dans le public et finissent par représenter une part énorme du budget des familles, tout a été laissé aux logiques les plus inégalitaires.

Démision devant les promoteurs et le business comme sur l'Hôtel-Dieu, primat aux logements des plus aisés, voie libre à la spéculation immobilière et à l'envol des loyers, démenagement souhaité des classes populaires et même, une politique qui vise à détruire des centaines de logements à très bas loyers, les politiciens de droite feraient-ils mieux ?

C'était la ville ouvrière avec ses dizaines de milliers de Bibs qui avait su imposer une politique favorable au logement du salariat et des plus précaires.

Mobilisés à nouveau, les salarié-e-s, les précaires, les jeunes, les locataires du parc social (dont les loyers financent largement les choix en matière de logement), peuvent constituer une nouvelle force imposant la construction des logements sociaux à bas loyers nécessaires, le blocage des loyers, la rénovation thermique, la résistance à la spéculation et aux exigences des riches.

Faire la ville en commun, ce sera aussi habiter en commun une ville accessible à tous et toutes.

Reprenons la main

Mais alors, qui va profiter les millions ?

Les seuls qui vont en profiter seront les promoteurs immobiliers. Comme pour le scandale de l'Hôtel-Dieu (vendu à Bouygues), la liquidation de Home Dôme (cédé à Eiffage), le multiplex de Croix-Neyrat et sa galerie de luxe devenu terrain de boule lyonnaise (Quartus), la priorité d'Olivier Bianchi est-elle d'avoir des multinationales pour amis, prêt à investir dans du « logement de standing », pour rendre son « territoire rayonnant, attractif »... en attendant que toute cette belle richesse « ruisselle » sur le bon peuple ? Au fond, c'est bien « du Macron avant Macron » que continue à faire Olivier Bianchi.

C'est d'ailleurs bien pour cela que toutes les alternatives sont balayées d'un « ça ne vaut pas le coup », alors que dans d'autres villes la rénovation d'immeubles a permis de vraies réussites, avec un coup écologique bien moindre, et de belles audaces architecturales qui ont fini par transformer le quartier, en tirant la qualité de vie vers le haut, mais pas les loyers.



Nous refusons le logement jetable, nous refusons que les habitant.e.s des quartiers populaires soient encore repoussé.e.s sans ménagement aux confins de la métropole. Nous nous battons pour que les millions de l'ANRU servent à la population, et au développement des quartiers, et à l'amélioration de la vie des clermontoises et des clermontois.

Pour cela nous avons besoin de toutes et tous. Rendre la ville à celles et ceux qui y vivent, remettre les citoyennes et les citoyens sur un pied d'égalité, entamer la transition écologique, voilà le défi. **Clermont-Fd n'est pas à vendre, reprenons la en main, faisons la ville en commun.**



L'ENJEU DES ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS MÉTROPOLITAINS

Les transformations successives qui ont conduit à la métropolisation auraient mérité un vrai débat démocratique, et certainement une consultation des citoyen.nes des 21 communes.

Le transfert de compétences à Clermont Auvergne Métropole est en effet à ce point étendu que les communes sont dessaisies de leur droit de choisir.

Nous contestons cette conception fort peu démocratique de la vie publique et nous proposerons l'institution d'un référendum d'initiative citoyenne pour les sujets d'importance.

Ne nous laissons pas voler nos droits de décider.

Une métropole démocratique POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE ET SOLIDAIRE



DES PROPOSITIONS POUR VIVRE BIEN

Mettre en œuvre la règle verte

Le dérèglement climatique appelle des changements profonds. La Communauté Auvergne Métropole peut devenir un espace privilégié d'expérimentation de la règle verte (ne pas prendre à la planète plus que ce qu'elle peut régénérer) et de la planification écologique. Les moyens financiers et humains doivent pour cela être mis au service de la coopération et non de la concurrence. La gestion démocratique et le contrôle citoyen sur nos biens communs - l'eau, la terre, l'alimentation - doivent devenir nos priorités pour protéger la santé et la biodiversité. **Nous faisons la proposition d'un débat annuel d'orientation écologique ouvert à l'ensemble des citoyens.**

Renouer avec la nature en ville

Sous la pression des lobbys industriels et financiers les grands projets inutiles et imposés se multiplient. Au lieu de faire cadeau de la ville aux bétonneurs du BTP et aux requins de l'immobilier, nous pouvons imaginer d'autres usages tant du point de vue écologique (dépollution) que du point de vue social (utilisation artisanale et/ou agricole) et culturel. **Mettons en débat la végétalisation de l'espace public**, l'aménagement et l'appropriation citoyenne des friches.

Favoriser une gestion circulaire des déchets

Le scandale financier et sanitaire de l'incinérateur n'a que trop duré. De nombreuses initiatives citoyennes existent déjà. Il convient de les soutenir et de les développer à l'image des ressourceries et recycleries associatives et publiques. Comme il est souhaitable de généraliser la collecte et le compostage des biodéchets et de recyclage des déchets non organiques

METTONS EN PLACE LES TRANSPORTS PUBLICS GRATUITS

Alors que rien n'a été fait en ce sens durant toute la durée du mandat, la majorité municipale promet aujourd'hui... de faire une étude sur la possibilité d'aller vers la gratuité. C'est peu de dire que le compte n'y est pas.

Il y a urgence à agir pour le climat et le pouvoir d'achat. Les mouvements citoyens contre le réchauffement climatique ou celui des Gilets Jaunes plaident en ce sens. Les transports gratuits sont un outil pour y parvenir : ils réduisent l'usage de la voiture et les émissions de gaz à effet de serre tout en allégeant les dépenses de la population en matière de transports. Les commerces s'y retrouvent... Ce qui a conduit plus d'une centaine de villes de toute taille à travers le monde, l'Europe et la France à les mettre en place. **Alors en parler c'est bien, mais le faire c'est mieux. Ensemble, nous le ferons.**

Faisons l'écologie EN COMMUN

L'orientation de la majorité actuelle de la CAM est aujourd'hui fondée sur les grands projets inutiles - Grand stade, réalisations de prestige, etc... - Ce modèle de « métropolisation » est synonyme de gaspillage, de dégâts sociaux et environnementaux, de fragmentation des espaces de vie collective, de croissance des inégalités, de recul de la démocratie. D'un côté l'artificialisation des sols et les subventions accordées au moins indirectement à ceux qui empoisonnent nos vies. De l'autre ceinture serrée et espace de vie dégradé pour les plus démunis.e.s.

Pour l'intérêt général remettons Clermont Auvergne Métropole à l'endroit. **Faisons l'écologie en commun.**

UN BUDGET POUR QUI ET POUR QUOI FAIRE ?

Durant le mandat, la violente augmentation des impôts locaux de 9 % n'a pas fourni de nouvelles ressources qui auraient pu financer de nouveaux services publics locaux, elle a seulement compensée en partie 2 hold-ups : celui de la baisse des dotations de l'État, parties financer le CICE ; et celui des emprunts toxiques. **La hausse d'impôt que nous avons subit est presque allée directement de notre poche, à celles d'actionnaires de haut vol et de banquiers.**

Olivier Bianchi et sa majorité ont tout avalé et n'ont en rien résisté au pillage.

Pire, un peu comme pour la perte du statut de capitale régionale présentée carrément comme une chance pour Clermont, toutes les ficelles de la communication politique ont été convoquées pour vanter l'effort pour contribuer à faire baisser la dette de l'état ou la « sortie » des emprunts toxiques. Comme si nous n'allions pas les payer pendant 15 ans !

Fidèle à la politique destructrice de Hollande, Valls et Macron, la majorité en a rajouté. D'un côté, gel des subventions aux associations (qui baissent avec l'inflation) et sélection « au projet », manque d'effectifs dans les EHPAD et gel des subventions sociales au CCAS, soumission des agents à des méthodes de management du privé, austérité générale.

De l'autre, près d'1 million d'euro par an d'abattement fiscal pour Michelin, fragilisation des milieux culturels avec la promotion du mécénat, financement sans limite du sport professionnel, prime au business avec le scandale de l'Hôtel-Dieu, la grande bibliothèque ou les grands projets inutiles comme le Grand Stade à 80 millions, la liste est longue.

Avec les associations, le mouvement social, les habitant.e.s mobilisé.e.s, nous nous engageons à déployer un tout autre budget pour cette fois-ci **répondre d'abord aux besoins sociaux.**



Clermont-Ferrand CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE » ?

L'opération « Effervescences » qui doit conforter la candidature de Clermont-Ferrand comme capitale culturelle est tout sauf gratuite. Disons-le nettement si la première phase qui a eu lieu début octobre 2017 était plutôt réussie avec des spectacles et différents échanges de qualité qui ont rencontré un vrai succès public, la suite du processus sera un échec qui se traduira par l'éviction du très conceptuel « directeur artistique » Philippe Kauffman. Clermont-Ferrand capitale européenne de la culture, pourquoi pas mais pourquoi faire ? Nous proposons une remise à plat avec d'abord un bilan artistique, culturel mais aussi financier et l'ouverture d'une véritable réflexion pour la suite. Pour ce faire les différents acteurs culturels (grands et petits) de la Métropole doivent être consultés afin d'aboutir, en liaison avec les élus, à une décision motivée : stop ou encore. Et si c'est « encore » la mise en place d'un comité de pilotage véritablement représentatif.

Associations : ELLES FONT BATTRE LE CŒUR DE LA VILLE

À Clermont-Ferrand, après 4 années à prôner le « maintien » (comprenez « gel ») des subventions aux associations, la majorité prétend aujourd'hui n'avoir cessé de les augmenter. Quant à nous, sur le terrain, nous croisons des associations qui pointent des budgets en berne, la suppression des emplois aidés et des difficultés à développer ou renouveler leurs équipes... qui croire ?

Tout d'abord, oui, le budget global a un peu augmenté : enveloppes dédiées, appels à projet. Mais pour les associations, cela signifie surtout multiplier les dossiers, les actes de candidature, pour « rentrer dans les cases » et décrocher quelques fonds supplémentaires. Résultat : travailler beaucoup plus, pour gagner un peu plus, peut-être. Ce qui épuise les équipes, et augmente la charge de travail des plus investis

Mais le plus dur a été la déstructuration de l'accom-

pagnement aux associations, la mise à mal des maisons de quartiers, la réduction drastique des budgets sur des projets phares qui donnaient de la visibilité à de nombreuses assos qui irriguaient des quartiers entiers : Conte en Fête, Bac Ground, Sable show... ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Évidemment, mieux vaut faire de la communication nationale avec les Effervescences que d'animer les quartiers de sa ville, et d'apporter un peu de reconnaissance à ses habitant.e.s et ses agents.

C'est là une logique d'austérité et de concurrence qui ignore tout des besoins des associations : des subventions de fonctionnement pérennes d'abord, seuls moyens de donner de l'autonomie, et de permettre de révéler toute la créativité et le potentiel de leurs adhérents. La majorité soutenue par la droite semble avoir oublié que **ce sont les associations qui font vibrer notre ville.**

CONTRE LE GASPILLAGE PROGRAMMÉ DU GRAND STADE !

9 000 places vides sur 12000 disponibles : voilà le bilan de la fréquentation du stade Montpiéd. Pourtant, les élu-e-s autour d'Olivier Bianchi entendent en rajouter 18 000 supplémentaires pour un coût de 80 millions d'euros... alors que toutes les études disponibles soulignent l'aberration économique de ce type d'équipements sur-dimensionnés et non-adaptés à la réalité du football français !

Quand on pense aux besoins en terme de logement, de subventions associatives, d'équipements de proximités pour lesquels la réponse est systématiquement "on n'a pas d'argent", on se dit que **la priorité n'est vraiment pas dans l'extension du stade.**

Fidèles à notre idée d'une collectivité au service de la population, nous nous opposons à ce "Grand projet inutile" dont les fonds devraient aller à la satisfaction de besoins plus vitaux et urgents pour notre ville et proposons que ce soient les habitant.e-s qui décident ou non de l'extension du stade à travers un referendum local.

UNE AUTRE POLITIQUE POUR L'EMPLOI

Avec plus de 27 000 inscrits à Pôle-Emploi sur la métropole, le chômage de masse produit pauvreté et précarité.

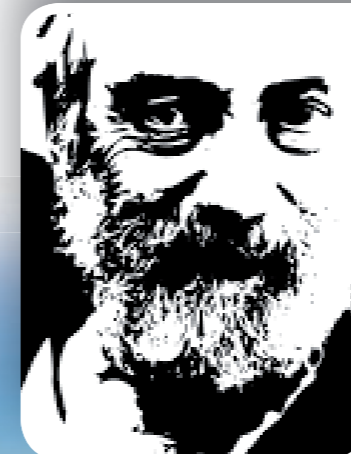
La politique du ruissellement et tous ses cadeaux aux riches est un échec. Le CICE ou la suppression de l'ISF ne créent pas les emplois nécessaires.

Localement, plutôt que des abattements d'impôts pour Michelin qui continuent de plus bel à délocaliser des emplois (des centaines très récemment), plutôt que des subventions massives pour le business qui finissent par goinfrer des intérêts privés, les ressources publiques doivent être utilisées pour combattre le chômage de masse.

La Ville et la Métropole doivent promouvoir une nouvelle politique pour l'emploi, soutenir les salarié-es en lutte comme à CANDIA récemment, accompagner les ACC, refuser la casse industrielle et reconquérir des emplois avec les LUXFER.

Des initiatives nouvelles doivent être lancées avec le mouvement social, les associations, du type de l'opération Territoires zéro chômeurs de longue durée.

L'économie sociale et solidaire, lorsqu'elle n'est pas détournée par les logiques néolibérales recèle des milliers d'emplois autour des besoins sociaux et écologiques.



Poursuivre les combats écologiques et sociaux d'Alain Laffont

C'est en Juin dernier que le docteur Laffont nous a quittés. Son engagement de tous les instants en faveur de la justice sociale et environnementale, son appétit de fraternité, son travail sans relâche de médecin du peuple et des quartiers nous manquent. Infatigable jamais blasé, ni résigné et surtout profondément humain le docteur Laffont nous a appris à ne jamais lâcher prise. Il reste notre compagnon de lutte et d'espérance. Nous poursuivons son chemin.



Redistribuer les richesses ÉTENDRE LA GRATUITÉ

Avec les transports en commun gratuits, les premiers mètres cubes d'eau, la restauration scolaire (alimentation locale, moins carnée, saisonnière, bio,...), les médiathèques, les services funéraires,...

La sphère de la gratuité a vocation à s'étendre. Il s'agit d'avancer vers la gratuité du bon usage face au renchérissement du mésusage. Pourquoi paye-t-on en effet son eau le même prix pour boire ou se laver et pour remplir sa piscine privée ? Ce qui vaut pour l'eau doit s'appliquer à d'autres domaines. Cette gratuité doit être au service de l'égalité sociale, de la transition écologique et de la démocratisation du service public.

Cela ne signifie pas qu'ils n'auront plus de coût, mais plus de prix. L'école publique est gratuite mais payée par nos impôts. Établir la gratuité des transports en commun, ce n'est pas seulement la suppression de la billetterie.

La gratuité que nous défendons est une construction sociale et collective. Par exemple, il ne s'agit pas de promettre un accès en tout lieu et à toute heure aux transports en commun, mais de repenser collectivement l'offre de transport, les choix d'investissement et de définir les règles d'utilisation.

La gratuité n'induit pas une baisse de la qualité du service, contrairement à la rumeur entretenue selon laquelle il faudrait choisir entre gratuité et qualité. L'expérience le démontre : elle ne contribue ni à l'essor des incivilités ni à une recrudescence des dégradations, au contraire.

Les choix budgétaires de la Ville et de la Métropole sont depuis des années soumis aux intérêts privés, au business et aux promoteurs.

Une politique visant la satisfaction des besoins sociaux est possible.

Pour construire une autre ville RASSEMBLONS NOUS

Le dérèglement climatique et l'extinction des espèces à une échelle rarement atteinte confirment l'urgence du changement. Toutes nos propositions vont en ce sens : extension du domaine de la gratuité, politique du logement favorisant l'isolation thermique des bâtiments existants, construction de logements sociaux à énergie positive, limitation des loyers, etc.

Les villes de l'avenir seront celles de la solidarité, de la coopération, de l'imagination créatrice au service du bien commun. Nous voulons ouvrir de nouveaux espaces où les mouvements organisés ont leur place au côté des citoyen.nes, dans le respect de l'identité de chacun.e. Cette confluence ne sera pas la somme des parties qui la composent mais elle en multipliera les forces. Ensemble nous construirons une autre ville !


CLERMONT
Auvergne
MÉTROPOLÉ
EN
COMMUN
Retrouvez-nous !
Ville-s en commun 
clermontencommun.fr 
clermontencommun@gmail.com 

